

Pour une transformation
écologique, citoyenne et solidaire
de la société



Pour une société
plus égalitaire,
équitable et engagée
contre la pauvreté

Construire une société
où chacun.e trouve
et prend sa place



PROJET DE RÉSEAU 2024–32

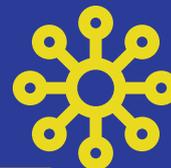
Socle politique



Pour une démocratie en mouvement,
construite par et pour toutes et tous



Pour les centres sociaux :
renforcer notre capacité
à appuyer, promouvoir, défendre



Pour notre réseau :
une vision commune
de pilotage et
d'animation démocratique

PRÉSENTATION DU DOCUMENT



Ce document constitue le **“SOCLE POLITIQUE”** du projet de réseau 2024-32, qui sera soumis au vote des adhérents lors de l’Assemblée générale de la FCSF à St Brieuc, du 7 au 9 juin 2024.

Il a été construit entre 2022 et 2024, par plusieurs étapes de travail collectif, menées par le groupe projet fédéral national, le groupe congrès, le Conseil d’Administration de la FCSF et des représentant.es des fédérations et unions du réseau (séminaires inter-fédéraux de Pau en mars 2022, Tours en janvier 2023 et Paris en novembre 2023).

Les orientations qu’il contient ont également fait l’objet d’une navette avec les conseils d’administration des fédérations et unions de centres sociaux (printemps - été 2023) et ont été mises en discussion en plénière lors du Banquet final de Lille, en mai 2023.

Ce document **SOCLE POLITIQUE** contient une partie sur nos valeurs et fondamentaux, un chapô politique intitulé “Ce qui détermine nos orientations et actions” puis deux parties sur les grandes orientations qui ont émergé des travaux collectifs.

4 orientations sur les questions sociales, autour des enjeux de démocratie et de justice sociale

AXE A

POUR UNE TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE,
CITOYENNE ET SOLIDAIRE DE LA SOCIÉTÉ

AXE C

POUR UNE SOCIÉTÉ
OÙ CHACUN.E TROUVE ET PREND SA PLACE

AXE B

POUR UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉGALITAIRE, ÉQUITABLE
ET ENGAGÉE CONTRE LA PAUVRETÉ

AXE D

POUR UNE DÉMOCRATIE EN MOUVEMENT,
CONSTRuite PAR ET POUR TOUTES ET TOUS

2 orientations sur notre fédéralisme “Pour un réseau fédéral promoteur du projet centre social, qui fait vivre la démocratie et appuie l’action de ses adhérents”

AXE E

POUR LES CENTRES SOCIAUX :
RENFORCER NOTRE CAPACITÉ À APPUYER,
PROMOUVOIR, DÉFENDRE

AXE F

POUR NOTRE RÉSEAU :
CONSTRUIRE UNE VISION COMMUNE DE PILOTAGE
ET D’ANIMATION DÉMOCRATIQUE

Ce socle politique fera l’objet d’une **motion** et sera accompagné de deux autres documents, également présentés lors de l’AG :

- **“Mise en œuvre, suivi et pilotage du projet de réseau”** qui présentera la méthode pour décliner de manière opérationnelle le socle politique (feuille de route) ainsi que les modalités démocratiques proposées pour son suivi et son pilotage.
- **La première feuille de route 2024-2027** qui contiendra les grandes priorités nationales proposées au réseau pour mettre en œuvre concrètement ce projet dans les prochains mois.

PROJET FÉDÉRAL 2024-32

1 axe transversal :
Justice sociale et
environnementale

2 axes autour de la justice sociale :
Partage des richesses et reconnaissance

AXE A

Pour une
transformation
écologique,
citoyenne et
solidaire de la
société

IDÉES-CLÉ

Écologie populaire • Partage
biens communs • Transformer
nos modes de vie • Changer nos
politiques et notre économie

AXE B

Pour une société
plus égalitaire,
équitable et
engagée contre
la pauvreté

IDÉES-CLÉ

Partage richesses • Accès aux
droits et aux biens communs •
Équité des territoires

AXE C

construire une
société où chacun.e
trouve et prend
sa place

IDÉES-CLÉ

Lien social • Convivialité • Lutte
contre les discriminations
et dominations • Ouverture
culturelle et artistiques

1 axe sur la démocratie

2 axes sur notre fédéralisme

AXE D

Pour une démocratie
en mouvement,
construite par
et pour toutes
et tous

IDÉES-CLÉ

Démocratie délibérative •
Participation • Débat
• Actions collectives •
Développement du pouvoir
d'agir • Engagement • Liberté
associative et société civile •
Coopération • Espace public

AXE E

POUR LES CENTRES SOCIAUX
Renforcer notre
capacité à appuyer,
promouvoir,
défendre

AXE F

POUR NOTRE RÉSEAU
Une vision commune
de pilotage et
d'animation
démocratique

NOS VALEURS ET NOS FONDAMENTAUX



Notre définition du centre social*

Le centre social et socioculturel entend être un foyer d'initiatives porté par des habitant.es associé.es appuyés par des professionnel.les, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population d'un territoire. A partir d'une approche articulant l'animation globale du territoire et le développement du pouvoir d'agir des personnes et des groupes, le centre social vise l'émancipation individuelle et collective et la transformation sociale.

NOS VALEURS

Les centres sociaux et socioculturels se placent dans le mouvement de l'éducation populaire et réfèrent leur action et leur expression publique à **trois valeurs fondatrices** :

- **la dignité humaine** : liberté et égalité des personnes, accueil inconditionnel, écoute et respect, absence de préjugés moraux et culturels, reconnaissance laïque de la pluralité des croyances, attention à l'autre et convivialité.
- **la solidarité** : liens sociaux, entraide, rencontres interculturelles, participations associatives, échanges de savoir-faire, soutien de l'insertion économique et sociale de chacun.e.
- **la démocratie** : débat et partage du pouvoir, participation aux prises de décisions, soutien des actions collectives, engagement et citoyenneté, démocratie locale, respect des droits de chacun.e, promotion de l'intérêt général.

NOS FAÇONS D'AGIR

Pour définir leur action, les centres sociaux et socioculturels :

- s'appuient sur **l'expérience vécue et les expertises d'usage des habitant.es et acteur.rices d'un territoire** (accueil, écoute, "aller vers", émergence des envies d'agir et des besoins) pour élaborer des diagnostics territoriaux concertés,
- insèrent leur action quotidienne dans un **"projet social" cohérent et pluriannuel**, explicitant les objectifs et moyens nécessaires à leur action,
- nouent autour de ce projet de territoire **des alliances et des coopérations** (acteurs associatifs, administratifs, politiques ou économiques) nécessaires à sa mise en œuvre, et dont les engagements réciproques sont formalisés, par exemple à travers un pacte de coopération. Dans ce cadre, ils n'entendent pas être instrumentalisés ni devenir de simples prestataires de services ou réduire leur projet social à des délégations de service public.

Pour conduire leur action, les centres sociaux et socioculturels s'appuient sur :

- **le projet porté politiquement par les habitant.es du territoire**. Ils formalisent cet engagement par une instance de délibération (conseil d'animation, conseil de centre, conseil d'administration, etc) qui assure une participation effective des habitant.es au pilotage et à la mise en œuvre du projet,
- **leur proximité avec les habitant.es** des territoires et leur capacité à construire des liens de confiance,
- **le travail associé** entre administrateur.rices bénévoles et salarié.es qualifiés, toutes et tous militant.es du projet,
- **des approches collectives** qui visent le **"faire ensemble"** et la **mobilisation des ressources** des habitant.es du territoire et des acteurs locaux ; le soutien à la vie associative locale,
- leur capacité à **proposer, innover, interpeller** les pouvoirs publics et acteurs locaux.

* Nous utilisons tout au long de ce document le terme centre social pour désigner à la fois les centres sociaux, les espaces de vie sociale et les associations de développement social local.

LA DIMENSION INTERNATIONALE DE NOTRE PROJET POLITIQUE

La dimension internationale de notre réseau, depuis ses origines

Depuis sa création, la FCSF joue un rôle moteur dans la construction de ponts et de partenariats au niveau international. C'est à Paris en 1923, qu'a été créée l'International Federation of Settlements (IFS), présente dans 26 pays et c'est aussi à Paris que se situe le siège de la jeune Euroméditerranéenne Federation of Settlements and neighbourhood houses and Social centers (EFS), créée en 2022, et dont la première Présidente est française.

L'organisation de l'Assemblée Générale de l'IFS, avec 90 représentants issus de 17 pays, en mai 2023 à l'occasion du Banquet final de Lille, témoigne de cet engagement fort et réciproque de la FCSF et de ses partenaires.

Nos valeurs et notre vision politique des enjeux internationaux

Les défis sociaux, environnementaux, démocratiques dans l'ensemble des pays du monde nous invitent plus que jamais, avec la publication de ce nouveau projet de réseau, à affirmer l'importance de nos alliances aux niveaux international et européen et de nous enrichir de perspectives, projets et pratiques au-delà de nos frontières.

C'est une vision inclusive, ouverte, tournée vers la paix et vers un monde plus juste, équitable et durable, la vision d'un monde où chacun.e peut trouver sa place, s'épanouir et s'émanciper, que nous portons avec nos partenaires internationaux. Nous sommes convaincus que nos valeurs et façons de faire autour de l'éducation populaire (non formal education) et du développement du pouvoir d'agir collectif (empowerment), peuvent y contribuer.

Faire entendre notre voix et nous enrichir mutuellement

Le chantier international de la FCSF a ainsi un **double objectif de plaidoyer et d'échange de pratiques et projets** :

- Il s'agit de **faire entendre notre voix** auprès des institutions inter-gouvernementales aux niveaux européens et mondiaux, pour encourager l'initiative et l'autonomie de la société civile et le soutien aux projets menés par nos réseaux
- Il s'agit aussi de développer nos liens de voisinage et notre solidarité, **découvrir et s'enrichir mutuellement de réflexions et façons de faire**, notamment à travers les mobilités et la construction de projets communs.



D'OÙ PART-ON : REGARD SUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES

1. LE CONTEXTE DE SOCIÉTÉ - GRANDES TENDANCES

Le projet fédéral “La fabrique des possibles”, adopté en 2014, visait la construction d’une société plus désirable, en relevant certains défis : environnemental, économique, sociétal et surtout démocratique. **Notre environnement a beaucoup changé et on parle aujourd’hui plus d’urgence que de défis ou de mutations.** Notre réseau est percuté de plein fouet par trois types d’urgences qui se croisent : une urgence écologique, une urgence sociale, une urgence démocratique.

Une urgence écologique

Les rapports du groupe intergouvernemental sur le climat (GIEC) nous le rappellent régulièrement : la situation écologique est critique. Nous le vivons au quotidien, avec des catastrophes climatiques de plus en plus fréquentes. Elle impacte tous les pans de la vie sociale et politique, de l’accès à l’alimentation aux crises migratoires qui vont chambouler la situation

géopolitique et provoquent déjà des formes de rejet.

La question environnementale est également un enjeu de justice sociale, tant elle produit un renforcement des inégalités qui s’observe dans l’accès au logement, à la mobilité ou encore à une alimentation de qualité.

Ces constats produisent autant d’envies d’agir et de s’engager que de pessimisme et d’“éco-anxiété”, sur lesquels les centres sociaux travaillent au quotidien. La transition écologique suppose un changement de paradigme, un nouveau rapport au vivant, à la consommation, au travail, une transformation dont notre réseau, par son ancrage local et son approche globale, peut être un acteur central.

Une urgence sociale et territoriale

Au quotidien, les centres sociaux font face à des “publics” de plus en plus nombreux avec des

difficultés de plus en plus complexes. Le pays connaît un accroissement des situations de précarité et de vulnérabilité face au travail, à la santé, au logement et à la consommation, tout particulièrement sur la période 2020-2024, en lien avec la crise sanitaire puis l'inflation.

Ces évolutions sont liées à des choix politiques et budgétaires qui augmentent la pression sur les personnes vulnérables et leur culpabilisation. Les inégalités et la pauvreté passent, inlassablement, d'un problème social et politique à un problème individuel et moral, où ce sont avant tout les personnes qui sont tenues pour responsables de leur situation.

Cette urgence sociale s'exprime de manière différenciée selon les territoires. Le sentiment d'abandon d'une partie de la population est d'autant plus présent dans certaines banlieues urbaines, mais également dans des zones péri-urbaines ou rurales. On y retrouve des problématiques aiguës de précarité, de logement, de mobilité ou encore d'accès aux services. Cet enjeu territorial se retrouve également dans les outre-mer, où le quotidien des habitant.es est marqué par des problématiques d'accès à l'eau potable, à l'éducation, à des logements dignes.

A cette urgence sociale et territoriale s'ajoute un enjeu démographique, avec une inquiétude de plus en plus forte liée à la situation des personnes âgées et à la courbe démographique. Nous sommes dans une situation de choc démographique qui nous pousse à repenser les relations, les solidarités.

Une urgence démocratique

La situation internationale s'est fortement dégradée en dix ans, avec une poussée des idées et des régimes autoritaires et populistes, y compris

en Europe. A cette situation s'ajoute un contexte de guerre qui inquiète sur les sorties démocratiques, par le haut, des zones de crise.

En France, la vitalité démocratique du pays est contrariée par un climat politique violent et des pratiques politiques autoritaires, ainsi que par la libération des paroles xénophobes, racistes, islamophobes, relayées et amplifiées par certains médias et groupes politiques. Celles-ci entrent en opposition avec nos principes de dignité humaine, de respect et d'ouverture.

En parallèle, en dix ans, de nombreuses mobilisations sociales ont émergé, autour du climat, mais également ailleurs, en termes de justice sociale et d'égalité, à l'image de Me too, des gilets jaunes, de Justice pour Adama. Partout et sur de nombreux sujets, des mouvements émergent et se structurent.

La rencontre entre ces mobilisations et la classe politique est de plus en plus délétaire. Nous observons la remise en question des libertés associatives et les luttes sociales. Ce climat autoritaire est particulièrement visible dans les revendications portées par les jeunes, engagés sur de nombreux fronts et pourtant toujours peu entendus et reconnus dans leurs expressions politiques.

La vitalité démocratique du pays est en berne et de nombreuses personnes ont le sentiment de ne plus être écoutées et entendues. Les principes de base de notre réseau que sont la dignité humaine et l'écoute sont remis en cause dès lors que grandit le sentiment d'abandon. Il est nécessaire, pour rétablir la confiance, de réenchanter la démocratie, de ré-ouvrir des espaces de débat, notamment sur les questions qui peuvent créer du conflit; c'est à cette condition que la citoyenneté s'exerce, que le politique émerge et que la confiance revient.

2. LE RÉSEAU FÉDÉRAL ET LES CENTRES SOCIAUX CES DIX DERNIÈRES ANNÉES

Face à cette urgence écologique, sociale et territoriale, et démocratique, les centres sociaux agissent au quotidien par des activités, des services rendus, des projets, mais aussi par l'accompagnement des habitant.es à s'exprimer, débattre, et agir ensemble, à l'image des centaines de banquets citoyens mis en place en 2021-2022 à travers toute la France.

En dix ans, certaines thématiques ont fait l'objet d'engagements et de chantiers nationaux forts qui ont produit des résultats, comme la jeunesse et le succès des réseaux jeunes, la démocratie avec

notamment l'expérimentation des tables de quartier, le "aller-vers" et le programme des centres sociaux itinérants, ou encore l'écologie, le numérique, le vieillissement...

Le réseau a poursuivi son développement, pour animer les territoires et répondre aux enjeux sociaux, en métropole et outre-mer.

La crise sanitaire du COVID a aussi mis en avant notre forte présence et réactivité sur les territoires, sur les questions sociales : éducation, isolement, précarité, notamment alimentaire, mais aussi sur les inégalités vis-à-vis du numérique, du logement.



Sur cette période, nous avons néanmoins été globalement moins présents sur certains sujets de société, notamment les discriminations raciales, la parole des femmes, l'accueil des migrants ou les violences policières.

En dix ans, nous avons aussi pris position, nous nous sommes inscrits dans le débat public sur des sujets comme la guerre en Ukraine, contre la loi travail ou le Service National Universel, et pour la laïcité. Nous nous affirmons plus clairement comme un réseau porteur d'une orientation politique et

animateur de démarches d'éducation populaire, ce qui nous a amené à nous mettre en partenariat et en alliance avec d'autres : nous nous impliquons dans des réseaux actifs sur divers enjeux de société.

Il faut aujourd'hui poursuivre cet élan, réaffirmer notre place dans une société pour nourrir notre ambition politique : que vivent des espaces de débats, d'éducation populaire, mais également d'organisation et d'action collective, par et pour les habitant.es.

3. LE POUVOIR D'AGIR, UN ÉLAN À POURSUIVRE

Depuis le projet fédéral lancé en 2014, le pouvoir d'agir des habitant.es est notre moyen privilégié pour l'action. Il s'agit, aujourd'hui comme hier, d'affirmer que les centres sociaux sont un espace d'écoute des besoins, des envies, des indignations et des colères, et d'accompagnement des initiatives des habitant.es pour agir ensemble et faire entendre leurs voix.

Tous les centres sociaux ne partagent pas la même définition de cette notion de pouvoir d'agir, entre des versions tournées vers l'écoute et l'aide des individus dans leurs parcours de vie et d'autres vers l'action collective d'habitant.es organisé.es.

Néanmoins cette notion a "pris" dans le réseau. Elle a été le moteur pour agir auprès des habitant.es, en transformant les postures des professionnel.les et les gouvernances des structures. Le pouvoir d'agir a fait bouger la place des habitant.es dans le centre social et dans leur territoire.

Nous avons avancé, depuis dix ans, et cette ambition du pouvoir d'agir des habitant.es reste un élan à poursuivre : le sujet reste encore très diversement approprié et une forte demande d'essaimage, de formation et d'échanges de pratiques, s'exprime. Avec le nouveau projet fédéral, nous souhaitons aller plus loin sur le développement du pouvoir d'agir des habitant.es.

4. UNE FRAGILISATION DU MODÈLE CENTRE SOCIAL

Pour leur capacité à développer des activités, des projets et des actions collectives au plus près des habitant.es les centres sociaux sont reconnus comme des partenaires indispensables par les politiques. Ils démontrent leur capacité à agir sur les questions sociales de notre temps. Néanmoins, la situation économique des centres sociaux se précarise depuis dix ans et le réseau s'inquiète.

Nous sommes touchés par une vague de fond néo-libérale, que l'on observe à travers l'émiettement des financements, l'explosion de la logique d'appel à projet, l'injonction à l'évaluation de toute action et l'instrumentalisation des centres sociaux comme opérateurs de politiques publiques.

Ces évolutions entrent en contradiction avec l'objet même du centre social, qui est de pouvoir proposer une approche globale, qui part des habitant.es et de leurs volontés pour agir.

Cela débouche sur des phénomènes de surcharge administrative et sur une crise des métiers et de l'attractivité.

C'est tout le modèle centre social qui s'en trouve fragilisé. Face à cette situation, tout événement conjoncturel tel que des phénomènes d'inflation ou des renégociations de branche font entrer le réseau en situation de crise.

Aujourd'hui comme en 2010, la finalité de l'action des centres sociaux est de viser une société plus démocratique, de lutter contre les injustices là où on est. Nous avons besoin, pour cela, de partenariats qui nous permettent d'agir dans la durée, au plus près des habitant.es. C'est comme cela que nous pouvons faire émerger de l'échange, du débat, de l'engagement et de l'action collective. Cette mission est aujourd'hui, plus que jamais, à la croisée des urgences écologique, sociale et démocratique que notre société traverse.

CE QUI DÉTERMINE NOS ORIENTATIONS ET ACTIONS POUR 2024–2032

Notre projet de réseau nous engage pleinement dans une action autour des enjeux écologiques, démocratiques et de justice sociale. Face à ces enjeux, il apparaît plus que jamais nécessaire de **réaffirmer la pertinence du “projet centre social” et de rouvrir la capacité à la vision globale et à l’anticipation, pour sortir des registres de l’ajustement et de la réparation dans les interventions.** En misant sur la participation, la mobilisation et le pouvoir d’agir des habitant.es, tous âges confondus, en soutenant des approches qui permettent d’anticiper et agir sur les transformations de société, en misant sur la coopération et la confiance de nos partenaires, l’action des centres sociaux s’inscrit dans une ambition de contribution concrète et utile pour des territoires plus dynamiques et pour bâtir une société désirable pour toutes et tous, tant au niveau local que national et international. Cette ambition est guidée par trois principes issus de nos constats et des diverses situations vécues :

Le portage du projet par les habitant.es, un enjeu vital pour l’identité du centre social face aux défis et aux transformations de notre société

Les discriminations, l’augmentation des inégalités, la fragilisation de la démocratie, mais aussi les enjeux liés à la transformation de notre société amènent à réaffirmer **l’importance du travail d’accueil, d’information et de sensibilisation des habitant.es, d’accompagnement de leurs initiatives individuelles et collectives, et de l’action sur ces différents enjeux en termes de justice et d’égalité.** Inscrite dans l’ADN des centres sociaux, la pleine participation des habitant.es à la construction du projet local et à son portage politique dans la durée, est une condition incontournable de la pertinence de nos projets.

Cette participation permet aux centres sociaux de détecter, d'appréhender et de traiter l'évolution des problématiques sociales.

Le projet social avant le service, l'animation globale plutôt que la segmentation

Au-delà d'une entrée par "publics" ou par thématiques, un centre social s'organise selon des finalités, des enjeux, des envies d'agir, donc pas seulement selon des besoins à satisfaire. A l'opposé de tentations d'uniformisation des services dans les territoires, l'expérience des centres sociaux depuis un siècle a démontré et continue de montrer - la crise sanitaire nous l'a rappelé -, que **l'approche par le projet, plus que par le service, reste la plus opérante, riche et adaptée. Un projet qui part du local, de ses besoins et ressources, qui implique les habitant.es et les autres acteurs locaux, et qui se situe dans une approche globale (du territoire, des personnes, des thématiques).** Un projet qui permet de mêler dans la proximité une pluralité d'actions et d'interventions en croisant plusieurs dimensions (sociales, éducatives, économiques, culturelles...) et des "publics" différents entre eux. Dans cette démarche, nous réaffirmons la pertinence de l'animation globale, plus que la logique de segmentation, qui a fait ses preuves et qui mérite d'être reconnue, soutenue et renforcée dans les années à venir.

Des conditions à retrouver pour permettre aux centres sociaux d'assurer une qualité d'action

La complexité des enjeux auxquels nous faisons face fait appel à des compétences spécifiques, nécessitant aujourd'hui de renforcer les fonctions d'ingénierie sociale des centres sociaux pour l'appréhender et l'animer. Les constats sont partagés unanimement et étayés par des données : la charge administrative, financière et de gestion prend aujourd'hui une place démesurée dans le pilotage des centres sociaux. Une surcharge qui épuise et met en risque les équipes, tant salariées que bénévoles, et qui s'exerce au détriment de la qualité du projet, de l'action dans les territoires et du lien essentiel avec les habitant.es. Une situation, enfin, qui impacte négativement l'attractivité des métiers du développement social et fragilise encore plus les moyens de conduire notre action.

Nos orientations

A l'aune de ces trois principes d'action, **nos orientations 2024-2032 traduisent à la fois nos visions de société et ce que nous défendons, l'action que nous souhaitons conduire, et la manière de la conduire dans chaque structure et ensemble en tant que réseau national.** Elles se déclinent en :

- **quatre orientations autour des questions sociales (axes A, B, C et D)**, qui chacune expose nos approches et les visions de société que nous portons et défendons, ainsi que le positionnement et les objectifs de nos structures et de notre réseau pour s'inscrire dans ce cap commun et agir dans les territoires.
- **deux orientations concernant notre fédéralisme (axes E et F)** pour les prochaines années, et les conditions pour agir ensemble dans les territoires dans un contexte de fragilisation de nos projets et de nos moyens d'action. Le sentiment d'appartenance à un même mouvement, la réponse à des enjeux complexes (cohésion sociale, solidarité, accès aux droits, numérique, éducation, écologie...) ne peuvent se travailler et se construire que dans des approches qui misent sur le collectif, la solidarité, la complémentarité, et sur une qualité de vie démocratique interne.







NOTRE VISION DE SOCIÉTÉ ET NOS AMBITIONS COMMUNES POUR PLUS DE DÉMOCRATIE ET DE JUSTICE SOCIALE



AXE A

Pour une transformation écologique, citoyenne et solidaire de la société

PARTIE 1 > Notre vision de société

Nous voulons une société respectueuse du vivant avec une utilisation responsable des ressources. L'écologie que l'on défend est une écologie populaire, solidaire et joyeuse, qui apporte une réponse digne aux besoins des habitant.es, réduit les inégalités sociales et s'appuie sur la participation et l'émancipation de toutes et tous, pour plus de justice sociale et environnementale. Nous visons des relations plus saines, solidaires et durables entre les humains et permettant une meilleure qualité de vie, le partage équitable des richesses et des biens communs matériels (eau, alimentation, énergie, etc.) et immatériels (santé, éducation, arts et culture, etc.). Cela nécessite une transformation profonde et démocratique de notre société.

1 Transformer notre rapport au monde et nos modes de vie. Notre société doit agir d'urgence pour préserver la biodiversité, lutter contre le dérèglement climatique et l'épuisement des ressources. Notre réseau s'inscrit dans la fin du mythe d'une croissance infinie dans un monde fini, aux logiques économiques qui recherchent la croissance à tout prix, exploitent sans limites les ressources de la planète, privatisent les biens communs et orientent nos désirs. Nous devons repenser notre rapport à la nature: nous sommes nature. Cela passe par un changement radical de nos façons de faire, de nos modes de vie et de consommation plus sobres, plus responsables, qui ne soient pas au détriment de celles et ceux qui vivent une sobriété subie au quotidien et qui subissent déjà les inégalités, ni au détriment des autres pays dans le monde.

2 Changer nos politiques publiques et notre économie. Les changements dans les politiques publiques et la sphère économique doivent intervenir à toutes les échelles (pays, villes et villages, quartiers) pour permettre un partage équitable des richesses. Nous devons sortir des réponses individuelles qui s'inscrivent dans une logique d'injonction, de culpabilisation et de responsabilisation, normatives et anxieuses, pour trouver des solutions systémiques.

3 La démocratie au cœur de la transformation écologique, citoyenne et solidaire. Nous devons lutter contre le sentiment d'impuissance, créer de nouveaux imaginaires désirables, libérer la créativité, l'enthousiasme, le pouvoir d'agir des personnes et des collectifs. Le dialogue et la concertation avec les habitant.es et la société civile sont indispensables pour penser et construire la société de demain. Les initiatives et alternatives mises en œuvre localement (consommations locales et circuits courts, alimentation de qualité, réemploi, zones de gratuité et alternatives à l'économie de marché, mobilités douces ou durables, etc.) doivent être favorisées et soutenues.

PARTIE 2 > Nos ambitions communes

Notre rôle / notre message collectif	Les centres sociaux s'engagent, militent et luttent pour une transformation écologique juste et démocratique, basée sur l'engagement et l'émancipation des personnes et des groupes. Ils intègrent cette visée dans leurs diagnostics, leurs projets associatifs et leurs projets sociaux de territoire.
Nos façons de faire	Par l'action collective, le "faire ensemble", dans une approche militante, confiante et joyeuse basée sur l'éducation populaire, les centres sociaux favorisent et soutiennent les initiatives collectives des habitant.es contribuant à une transformation écologique et solidaire.
Exemples d'actions sur le territoire	<p>Les centres sociaux appuient des initiatives collectives d'habitant.es qui contribuent à plus de justice sociale et environnementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • alternatives pour l'entraide, le partage, la gratuité et la réciprocité des échanges : jardins partagés, recycleries, friperies, monnaies locales, échanges de savoirs, bourses aux jouets, cafés réparation, vestiaires solidaires, ludothèques, etc. • lutte contre le gaspillage énergétique et alimentaire • droits et partage des biens communs (alimentation, énergie, santé, eau, mobilités, loisirs, logement, numérique éthique...)
Nos pratiques internes	Les centres sociaux agissent aussi en interne sur leurs modes de consommation, la gestion de leurs déchets, de leur bâti, leur empreinte carbone, etc, pour être en cohérence avec leurs valeurs et avec leur vision d'une société plus écologique.
Nos alliances / partenariats	Les centres sociaux s'engagent dans des alliances avec les réseaux d'acteurs publics et privés qui partagent leurs valeurs pour développer une économie de la transformation écologique, citoyenne et solidaire. Dans une logique de co-construction, les centres sociaux sont force d'interpellation et de proposition pour que les politiques publiques s'appuient sur l'expertise d'usage des habitant.es, renforcent leur action écologique tout en réduisant les inégalités sociales.

La transition écologique dans les centres sociaux, en 2023

(chiffres SENACS)

**95%**

des centres
ont engagé des
pratiques en interne
du centre social

**92%**

ont engagé des
actions avec les
habitant.es



Dans
40%

des centres,
l'écologie est un
axe transversal du
projet social, dans
13% il s'agit d'un
axe spécifique

**15%**

disposent
d'un temps de
travail dédié



dans
35%

des centres,
la transition
écologique
n'apparaît pas dans
le projet social



AXE B

Pour une société plus égalitaire, équitale et engagée contre la pauvreté

PARTIE 1 > Notre vision de société

Nous voulons une société où l'ensemble des richesses (économiques, culturelles, sociales et naturelles) soient équitablement partagées et adaptées aux besoins de chacun.e pour permettre de vivre dignement.

1 Agir contre la pauvreté et la précarité. Notre modèle de société de marchandisation, qui produit des inégalités et alimente une pauvreté et une précarité pour une part importante et croissante de la population, doit être questionné. Le partage des richesses passe par une répartition qui permette à chaque personne de vivre dignement, subvenir à ses besoins et regarder l'avenir avec plus de sécurité et de sérénité.

2 Assurer l'égalité réelle de toutes et tous dans l'accès aux droits et aux biens communs. Chaque personne doit pouvoir librement bénéficier de ses droits, accéder aux services publics, aux services numériques et de mobilité, à la santé, au logement, à l'éducation, à la culture, aux loisirs, au travail... Ces biens communs, appropriés par certain.es pour des raisons économiques, politiques ou idéologiques, sont l'affaire de toutes et tous et doivent être partagés équitablement. Cela passe par l'identification des mécanismes produisant ou alimentant les inégalités, par l'interpellation des acteurs publics et privés, par l'accès à une information de qualité et à un accueil inconditionnel.

3 Assurer une équité territoriale et entre les territoires. Une société plus égalitaire passe aussi par une équité entre tous les territoires, notamment au travers de la mise en œuvre des politiques publiques assurant le droit commun en concertation avec les acteurs publics et privés, et avec les habitant.es. Dans ce cadre, les quartiers populaires, les zones rurales et les territoires d'outre-mer doivent être véritablement prioritaires dans l'action publique.

PARTIE 2 > Nos ambitions communes

Notre rôle / notre message collectif	<p>Les centres sociaux contribuent à rendre visibles et à dénoncer les inégalités, les situations de pauvreté et de précarité, et s'engagent pour un meilleur partage des richesses et des biens communs, s'opposant à leur marchandisation. Ils contribuent à davantage d'équité en agissant en particulier sur les quartiers populaires et les territoires ruraux, pour notamment favoriser l'accès aux services publics, aux services numériques et de mobilité, aux loisirs, à un cadre de vie permettant le bien-être.</p>
Nos façons de faire	<p>Les centres sociaux soutiennent des initiatives d'habitant.es. et mettent en œuvre des actions pour réduire les inégalités. Ils contribuent à la conscientisation, l'émancipation, l'épanouissement, l'interpellation des pouvoirs publics. Les centres sociaux appuient des coopérations entre habitant.es, personnes concernées, acteurs associatifs et pouvoirs publics.</p>
Exemples d'actions sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"> • Les centres sociaux s'engagent pour l'accès aux droits avec les moyens nécessaires, sans se substituer aux services publics. • Les centres sociaux mettent en place des actions concrètes qui contribuent à réduire les inégalités sur leur territoire (ressourceries et recycleries, actions de partage, d'échanges et de gratuité, achats groupés, actions sur l'alimentation, etc.). • Les centres sociaux agissent pour un numérique accessible, inclusif et vertueux qui prend en compte les limites de la planète. C'est le numérique qui doit s'adapter à la société et non l'inverse. • Les centres sociaux agissent avec les habitant.es des territoires qui concentrent le plus de pauvreté et de difficultés (QPV, ZRR).
Nos pratiques internes	<p>En interne, les centres sociaux luttent contre les inégalités (gouvernance, qualité de vie au travail, grilles tarifaires adaptées, accueil inconditionnel ...).</p>
Nos alliances / partenariats	<p>Les centres sociaux nouent des alliances avec des acteur.rices de l'éducation populaire et les autres acteur.rices engagé.es dans la lutte contre la pauvreté et l'accès aux droits au sens large (droit aux vacances, droits sociaux, etc.) Dans une logique de co-construction, les centres sociaux sont force d'interpellation et de proposition pour que les politiques publiques réduisent les inégalités dans et entre les territoires, du local au national.</p>



44%

des centres sociaux se
situent en géographie
prioritaire



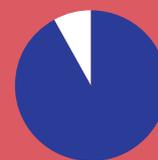
13%

des centres sont en
territoire de "veille active"



8%

des centres sociaux
sont situés en zone de
revitalisation rurale



92%

des centres sociaux
disposent de moyens
humains ou matériels en
matière d'accès aux droits



AXE C

Construire une société où chacun.e trouve et prend sa place

PARTIE 1 > Notre vision de société

Nous voulons une société où chacun.e trouve et prend la place qui lui convient en nous appuyant sur la qualité des liens sociaux, la rencontre, l'interconnaissance, la convivialité, l'expression et la richesse culturelle. Dans cette perspective, nous voulons agir pour une société où la place de chacun.e se lit d'abord à l'aune de la place faite aux personnes en situation de vulnérabilité, d'exclusion et/ou d'isolement.

1 Affirmer la primauté de la dignité des personnes.
 Nous voulons une société où chacun.e trouve du sens. Chaque personne a droit à la considération et au respect inconditionnels, indépendamment de son âge, de son genre ou orientation sexuelle, de son état de santé physique ou mentale, de sa condition sociale, de sa religion, de son origine ethnique, de sa nationalité, etc. Personne ne doit jamais être traité comme un objet ou comme un moyen, mais comme un être singulier, membre à part entière de la société.

2 Agir contre les discriminations, les rapports de domination et leurs mécanismes. Nous refusons que certain.es exercent une domination sur d'autres et voulons mettre fin aux discriminations qui existent dans notre société. En agissant à la fois sur les individus et sur le système, nous visons une société égalitaire et inclusive où chacun.e a la parole et des droits, et qui considère les différences, diversités et singularités comme une richesse. Nous affirmons l'importance, la richesse et la force de la liberté d'expression, de l'esprit critique, du débat et de la coopération. L'accès à l'éducation et à la formation, l'ouverture culturelle et artistique sont des biens communs qui ne sont pas à vendre. L'accès à ces droits fondamentaux est essentiel pour connaître l'autre, coopérer avec lui/elle, développer l'esprit critique et permettre aux personnes de s'émanciper individuellement et collectivement.

3 Encourager la rencontre, la convivialité et le lien.
 La rencontre et le lien social permettent de se connaître et se reconnaître, de s'enrichir de nos différences, de vivre et faire ensemble dans les territoires. Ils contribuent ainsi à lutter contre la fragmentation et le délitement de la société, contre les replis (repli sur soi, repli identitaire...), et participent à la réflexion et l'action collectives. Le lien social et la convivialité ne sont pas des marchandises, ils sont gratuits.

PARTIE 2 > Nos ambitions communes

<p>Notre rôle / notre message collectif</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les centres sociaux sont des acteurs majeurs du lien social sur les territoires, ils permettent la rencontre et la création de liens. Ils vont à la rencontre des habitant.es pour que chacun.e trouve et prenne sa place dans une société plus égalitaire. • Les centres sociaux contribuent à faire émerger les savoirs de vie, d'expérience et d'usage des habitant.es, et valorisent la richesse que constitue la diversité de notre société (des âges, des cultures, des origines, etc). Ils agissent contre toute forme de discrimination et les rapports de domination. • Ils mettent au travail la tension qui existe entre une société qui cultive le lien social et une société qui agit sur les rapports de dominations et les discriminations. • Les centres sociaux accompagnent et soutiennent les personnes discriminées en proposant des espaces de parole individuelle et collective. • Plus largement les centres sociaux sont attentifs à favoriser l'émergence et la valorisation de la parole des groupes sociaux les plus invisibilisés de notre société. • Les centres sociaux sont des acteurs des droits à l'éducation et à la formation, au développement des connaissances et de l'ouverture culturelle et artistique, en favorisant les découvertes et les pratiques amateurs et professionnelles.
<p>Nos façons de faire</p>	<p>Les centres sociaux développent les pratiques pour "aller vers" les habitant.es de tous les territoires, pour créer des liens sociaux et de la convivialité.</p> <p>Les centres sociaux promeuvent la reconnaissance des savoirs de chacun.e. Dans une démarche de coéducation de tou.tes, par et pour tou.tes, ils soutiennent des modes de réflexion s'appuyant sur des groupes de pairs (pour libérer la parole, construire de la parole collective, conscientiser...) tout en organisant la confrontation constructive et intelligente des différents groupes d'acteurs pour inventer collectivement les solutions de demain.</p>
<p>Exemples d'actions sur le territoire</p>	<p>Les centres sociaux soutiennent des initiatives ou mettent en place des actions de promotion d'une vieillesse digne, de lutte contre les violences faites aux femmes, contre l'âgisme, contre le racisme et toute autre forme de discriminations, des groupes en non mixité choisie, des actions pour faire vivre la laïcité à travers des formations, des action de sensibilisation, des débats.</p>
<p>Nos pratiques internes</p>	<p>Les centres sociaux utilisent des méthodes d'animation offrant des espaces sécurisés qui favorisent l'expression de chaque personne.</p> <p>Les centres sociaux identifient et luttent contre les discriminations et rapports de domination dans les instances de gouvernance et dans les équipes salariées et bénévoles.</p> <p>Les centres sociaux sont signataires de la Charte de la laïcité de la branche familles.</p>
<p>Nos alliances / partenariats</p>	<p>Les centres sociaux s'articulent avec les mouvements antiracistes, féministes, LGBT+, de lutte contre la pauvreté, etc. qui œuvrent, agissent et luttent contre toute forme de discrimination et de rapport de domination.</p>



63%

des centres ont initié des actions envers les jeunes sur le sujet des luttes contre les discriminations



88%

des centres sociaux ont initié des actions envers les personnes âgées sur le numérique, 86% sur la lutte contre l'isolement



AXE D

Pour une démocratie en mouvement, construite par et pour toutes et tous

PARTIE 1 > Notre vision de société

Nous voulons une démocratie délibérative et vivante :

- **Délibérative**, elle repose sur la liberté d'information et d'opinion, le débat, l'expérimentation et la diversité des formes de participation (vote, instances représentatives, instances participatives...). Nous voulons que les personnes soient associées aux décisions politiques qui les concernent et que les désaccords puissent s'exprimer et nourrir la réflexion collective.
- **Vivante**, elle repose sur des personnes qui s'engagent dans des actions collectives pour une société plus juste, conviviale et respectueuse de chacun.e. Elle assure la liberté et l'autonomie de ces collectifs et plus généralement de l'action associative. Elle promeut les coopérations entre acteurs, privés comme publics.

1 Agir pour une meilleure qualité de la vie démocratique.

Le pouvoir de décision ne doit pas être cantonné aux mains des représentants politiques et institutionnels et des acteurs économiques et financiers, pour que chaque personne puisse trouver toute sa place et s'investir dans les espaces de démocratie représentative et participative. Les préoccupations, aspirations et propositions des personnes doivent pouvoir être prises en considération dans les politiques publiques et les actions qui les concernent, du local au national.

2 Défendre et mettre en œuvre une démocratie pour toutes et tous, qui ne laisse personne de côté.

Toute personne a le droit de contribuer aux politiques publiques : nous voulons que les personnes a priori les plus éloignées des espaces d'expression et de décision soient reconnues comme actrices à part entière de la vie démocratique et soient associées à la définition des politiques qui les concernent (de la délibération à la décision). L'espace public doit être accessible à toutes et tous, pleinement partagé et organisé pour permettre la rencontre, la convivialité, l'expression et la mixité.

3 Favoriser la liberté d'information, d'opinion et d'expression.

L'accès à une information libre, objective et indépendante est un droit. Nous voulons que les différents avis, désaccords et divergences puissent s'exprimer, pour développer l'esprit critique.

4 Accompagner une "démocratie du faire" et de l'engagement.

La démocratie se vit par le débat et le vote, mais aussi par la mobilisation et l'organisation des personnes pour mener concrètement des actions collectives qui transforment leur territoire et la société. Ils développent ainsi leur pouvoir d'agir.

5 Faire vivre la démocratie au sein de tous les collectifs.

La démocratie se vit au quotidien dans nos organisations : chaque collectif, formel comme informel, doit disposer de modalités de prise de décision collective. Un approfondissement de la démocratie passe par la transformation de nos gouvernances.

6 Défendre l'autonomie de la société civile et les libertés associatives.

La société civile organisée, avec des dynamiques formelles ou informelles, notamment les associations, est un acteur central de la démocratie. Elle doit être reconnue, soutenue et associée aux décisions politiques du local au national.

PARTIE 2 > Nos ambitions communes

<p>Notre rôle / notre message collectif</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les centres sociaux sont des acteurs de démocratie. Ils s'engagent pour une démocratie co-construite, en favorisant l'expression de chacun, le débat et la délibération. Ils sont des lieux d'engagement et de conscientisation individuelle et collective. • Ils contribuent à ce que les personnes concernées puissent être associées à la construction des politiques publiques. Ils encouragent des dialogues entre les habitants et les institutions. • Les centres sociaux contribuent au débat démocratique de proximité et animent des débats dans l'espace public. • Les centres sociaux s'engagent pour lutter contre les dérives autoritaires et contre les idéologies et dogmes qui stigmatisent ou excluent des personnes et des groupes, pour défendre la démocratie, la liberté associative, la liberté des médias, la liberté d'expression, et l'accès aux services publics. • Ils appuient des actions collectives d'habitant.es, des collectifs émergents et la vie associative des territoires. • Ils sont particulièrement attentifs à la place des jeunes et de leurs paroles en tant que durablement concerné.es par les transformations politiques, sociales, environnementales...
<p>Nos façons de faire</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les centres sociaux affirment la fonction stratégique et politique des administrateur.trices en travail associé avec les professionnel.les. Ils valorisent et forment les bénévoles comme acteurs de la vie citoyenne. • Les centres sociaux promeuvent une éducation critique à la citoyenneté, à la politique et aux médias. • Les centres sociaux portent, animent, accompagnent ou participent à des processus de participation et autres formes d'expérimentation démocratique. • Les centres sociaux portent des démarches basées sur le développement du pouvoir d'agir, pour apporter des solutions concrètes aux problèmes rencontrés.
<p>Exemples d'actions sur le territoire</p>	<p>Les centres sociaux s'engagent pour la démocratie sur les territoires, avec l'organisation de banquets citoyens, les pratiques du "aller vers", l'éducation aux médias et à l'information, la formation politique des bénévoles, l'animation et l'accompagnement de dispositifs participatifs et de tables de quartiers, l'accompagnement de collectifs d'habitant.es dans leurs initiatives, l'animation de réseaux jeunes locaux et national...</p>
<p>Nos pratiques internes</p>	<p>Un pilotage de nos projets et un fonctionnement de nos instances basé sur la participation de toutes et tous et sur le partage du pouvoir, en étant attentif.ves à la place et à la parole des jeunes. Un travail associé entre bénévoles et salarié.es.</p>
<p>Nos alliances / partenariats</p>	<p>Les centres sociaux innovent et sont volontaristes pour créer des alliances avec de nouveaux acteurs pour favoriser la démocratie et la justice sociale (associations, acteurs du débat public, chercheur.ses...)</p>



82%

des structures développent des actions pour contribuer à la vie démocratique de leur territoire



90%

des centres sociaux proposent des actions ou activités dans l'espace public et 24% organisent des débats dans l'espace public



82%

des centres sociaux ont soutenu des initiatives ou des collectifs d'habitant.es en 2022, pour 8250 initiatives soutenues au total





POUR UN RÉSEAU FÉDÉRAL PROMOTEUR DU PROJET CENTRE SOCIAL, QUI FAIT VIVRE LA DÉMOCRATIE ET APPUIE L'ACTION DE SES ADHÉRENTS

Notre regard collectif sur ces dernières années et le contexte actuel de fragilisation de nos projets et de nos moyens d'actions nous invitent à poser nos enjeux et nos ambitions de « faire réseau » pour les prochaines années. Cet axe de notre projet vise ainsi à réaffirmer conjointement notre rôle de promotion et de défense du projet centre social et de notre

forme d'organisation : le fédéralisme et la façon dont on fait et agit ensemble. Dès son émergence, notre réseau s'est doté d'une organisation fédérale - du local à l'international - pour appuyer, accompagner et promouvoir les centres sociaux. Une organisation qui s'appuie sur plusieurs principes d'actions : la proximité, la subsidiarité, une dynamique ascendante.

Pour la décennie à venir, c'est sur cette organisation fédérale que nous souhaitons nous appuyer. Nous distinguons ainsi deux dimensions fortes dans cette orientation :

- D'une part, notre ambition commune de renforcement de notre capacité d'appui aux centres sociaux dans le "faire", c'est-à-dire dans le renforcement de **notre capacité à appuyer et à promouvoir les centres sociaux (axe E)**
- D'autre part, notre vision commune du pilotage et de l'animation de notre réseau (**axe F**)



AXE E

POUR LES CENTRES SOCIAUX : Une ambition commune de renforcement de notre capacité à appuyer, promouvoir et défendre

NOS AMBITIONS

- Nous voulons continuer à **défendre la participation des habitant.es et le portage politique des centres sociaux** comme foyers d'initiatives portés par des habitant.es, appuyés par des professionnel.les.
- Nous souhaitons avoir **des organisations qui se questionnent**, qui peuvent **prendre le temps de penser et de mettre en place leurs actions**, et qui permettent **la jonction entre la société civile organisée et les différentes formes d'engagements collectifs formels ou informels**.
- Nous souhaitons **renforcer notre organisation fédérale dans sa capacité d'appui, de promotion et de défense des centres sociaux**.
- Nous voulons renforcer notre capacité à valoriser les initiatives locales ; et à co-construire les stratégies nationales par la mise en place d'instances dédiées d'analyse de nos pratiques.
- Nous souhaitons **renforcer notre capacité collective à mettre en œuvre - dans nos structures - les enjeux de démocratie et de justice sociale**.
- **La qualification des acteurs est un enjeu majeur** pour continuer à porter le concept centre social tel que nous le défendons. Nous nous inscrivons dans une logique d'organisation et de réseau apprenant et transmettant en permettant la conscientisation des gestes, postures et états d'esprit.
- **Nous voulons favoriser le débat, l'expression des désaccords, la coopération et la solidarité nécessaires entre les différentes entités** (local, départemental, régional, national) pour porter nos ambitions et favoriser le développement du pouvoir d'agir des structures.

NOS OBJECTIFS

Renforcer plusieurs fonctions principales des structures fédérales (fédération nationale, fédérations départementales, unions régionales)

→ UNE FONCTION « LIEU-RESSOURCE »

- | | | |
|--|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Être en veille sur les problématiques de société, sur les besoins et les aspirations des habitant.es et des centres sociaux. | <ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une ingénierie adaptée à l'accompagnement du réseau dans ses évolutions et dans ses enjeux. | <ul style="list-style-type: none"> • Capitaliser, mettre en lien et valoriser les expériences, les pratiques et les méthodes. • Permettre que la transition écologique et solidaire s'intègre pleinement dans les projets sociaux. |
|--|---|--|

→ UNE FONCTION DE REPRÉSENTATION, D'INTERPELLATION ET DE PROMOTION DES CENTRES SOCIAUX ET DU FÉDÉRALISME, DE SUPPORT DE PAROLE COLLECTIVE

- | | | |
|---|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Assurer le plaidoyer pour défendre les droits[3] des centres sociaux et assurer leur stabilité économique. • Renforcer nos alliances avec nos partenaires et en construire de nouvelles. | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la visibilité de nos actions et de leurs effets/ impacts pour les habitant.es et sur les territoires, porter ainsi plus fortement les expérimentations. • Accompagner les acteurs à tous les échelons pour porter des propositions aux pouvoirs publics et à nos autres partenaires. | <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer notre capacité à porter une voix commune sur des enjeux sociaux qui nous concernent ; être garants d'un cadre permettant la parole collective. |
|---|---|--|

→ UNE FONCTION DE QUALIFICATION DES ACTEUR.RICES DU RÉSEAU, BÉNÉVOLES ET SALARIÉ.ES PARTENAIRES ET ALLIÉ.ES

- | | | |
|--|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> • Ancrer les savoirs autour des principes, les socles et fondamentaux, le sens de notre action. • Accueillir et acculturer les nouveaux.elles acteur.rices. | <ul style="list-style-type: none"> • Accompagner les parcours. • Favoriser la montée en compétences. • Repérer les ressources internes et externes. | <ul style="list-style-type: none"> • Transmettre les savoirs par les acteurs et actrices du réseau. • Faciliter l'innovation. |
|--|--|---|

→ UNE FONCTION DE PLATE-FORME, D'ANIMATION DE RÉSEAU

- | | | |
|---|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer notre capacité collective d'échanges entre bénévoles et salarié.es du réseau pour favoriser la capitalisation, l'échange d'analyses, d'expériences et de pratiques. | <ul style="list-style-type: none"> • S'outiller collectivement pour disposer d'une fonction ressource pertinente (en termes de lieux, d'espaces et d'acteurs). | <ul style="list-style-type: none"> • Accompagner l'évolution des gouvernances et la vie démocratique des centres sociaux. |
|---|---|--|



AXE F

POUR LES FÉDÉRATIONS, LES UNIONS ET LA FCSF : Une vision commune de pilotage et d'animation démocratique de notre fédéralisme

NOS AMBITIONS

- Nous voulons porter **un projet fédéral qui s'articule et dialogue avec les projets locaux, départementaux et régionaux** de nos membres, ainsi qu'avec l'échelon international (IFS-EFS).
- Nous voulons **une gouvernance fédérale autonome et indépendante**, ancrée dans une démocratie en mouvement, expérimentale et apprenante, avec humilité et lucidité.
- Nous voulons un fédéralisme qui donne toute sa place aux territoires dans la vie associative et dans les processus de prises de décisions.
- Nous voulons **un fédéralisme fort** qui vise l'exemplarité et questionne la cohérence entre nos valeurs, nos fondements, nos principes d'actions et l'organisation de notre vie fédérale. Nous voulons un réseau plus horizontal dans ses formes d'organisations et de prises de décisions.
- **Nous affirmons la liberté et le respect du rythme** de chaque structure pour choisir son positionnement, son mode et ses principes d'implication, ses manières de s'organiser démocratiquement et d'agir.
- Nous affirmons **l'interdépendance et la solidarité entre nos structures** et notre légitimité, fédération, unions régionales et FCSF, à porter une parole collective, des coopérations ou des contre-pouvoirs.
- Nous devons **prendre en compte les différences et les inégalités de situation** pour favoriser la représentativité et la participation de tou.tes à la gouvernance fédérale. Dans ce cadre, nous voulons assurer une place pleine et entière aux acteurs ultramarins.
- Les **alliances** entre nos structures, et avec les acteurs locaux, départementaux, régionaux ou nationaux (autres associations et réseaux associatifs ou de l'ESS, institutions publiques, organismes de formations, associations d'élu.es, branches professionnelles, collectifs citoyens...) sont au cœur de notre stratégie et de nos moyens d'action.

NOS OBJECTIFS

- Piloter et animer les évolutions de notre fédéralisme, les ambitions de notre projet fédéral et les priorités d'action définies collectivement.
- Valoriser la plus-value de notre fédéralisme au sein du réseau et à l'externe.
- Clarifier le rôle des différentes entités fédérales (nationale, régionales, inter ou départementales) dans leurs missions respectives d'appui et d'animation du réseau, dans un principe de subsidiarité, de proximité et d'horizontalité.
- Renforcer notre interdépendance dans nos modèles organisationnels et dans nos économies (principe d'articulation des moyens) pour faire vivre la solidarité et la coopération au sein de notre réseau.
- Faire évoluer notre démocratie interne pour renforcer notre capacité à être en phase avec les réalités territoriales et permettre davantage d'expression de chacun.e.
- Renforcer notre capacité collective à prendre la parole politiquement à l'interne du réseau mais aussi à l'externe.
- Piloter et animer la construction, la mise en œuvre et l'actualisation de feuilles de route déclinant opérationnellement nos ambitions.

20
24
20
32

